

En ligne tous les mardis

05 février 2019

**LA VIE ECONOMIQUE**

- ["Gilets jaunes" : Macron dit qu'il tirera "des conséquences profondes"](#)
- [La baisse du chômage reste modeste en 2018](#)
- [Les embauches ont marqué le pas au quatrième trimestre 2018](#)
- [«Gilets jaunes», croissance faible : les défaillances d'entreprises vont grimper](#)
- ["Gilets jaunes" : près de 4.600 entreprises impactées demandent l'aide de l'Etat](#)
- [La prime Macron fait un tabac dans les PME](#)
- [La croissance française est tombée à 1,5 % pour l'année 2018](#)
- [Retraite: pas de décote en partant à 62 ans selon Delevoye](#)
- [Radars vandalisés : une note qui pourrait dépasser 500 millions d'euros](#)
- [Bonus-malus: le Medef suspend sa participation à la négociation sur l'assurance chômage](#)
- [Les chauffeurs Uber en France gagnent 1617 euros net par mois... pour 45 heures par semaine](#)
- [Les investissements chinois en forte hausse en France](#)

**COTISATIONS SECURITE SOCIALE**

- [La France \(encore\) numéro un des dépenses sociales selon l'OCDE](#)

**FISCALITE**

- [Le patronat partage "intégralement" le ras-le bol fiscal des gilets jaunes](#)
- [Impôts : Bruno Le Maire "ouvert" à une réduction de la TVA](#)

**LA VIE DES ENTREPRISES**

- [General Electric envisage de supprimer 470 postes en France](#)
- [Carlos Ghosn a démissionné de la présidence de Renault. Renault: un tandem Senard-Bolloré pour succéder à Ghosn](#)

- [SocGen prépare des suppressions de postes dans la banque d'investissement](#)

**LA VIE DES DEPARTEMENTS**

- [Tourisme : 2018, année de record absolu à Paris](#)
- [Val-d'Oise. Aéroport de Roissy : 500 postes à pourvoir dans le domaine de la sécurité](#)
- [Seine-et-Marne. Jouy-sur-Morin : cent salariés licenciés d'Arjowiggins ont marché tracts à la main](#)

**LA VIE DES REGIONS**

- [Le Parquet national financier ouvre une enquête sur le Grand Paris Express](#)

**Qu'est-ce que Le.Crible ?**

Le.Crible se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans Le.Crible les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc.

Une bibliographie est également proposée, qui signale les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

## LA VIE ECONOMIQUE

### ● "Gilets jaunes" : Macron dit qu'il tirera "des conséquences profondes"

Le 27/01/19, le président **Macron** a déclaré, depuis Le Caire, qu'il prenait très au sérieux « *ce moment que nous vivons* », en faisant allusion aux Gilets Jaunes et qu'il en tirerait « *des conséquences profondes* ». M. Macron dit percevoir la crise en cours et la grande consultation qui en découle comme une nouvelle étape de la transformation du pays. Les conséquences du débat ne se limiteront pas à des mesures techniques. Avant de préciser que l'Hexagone avait besoin de « *calme et de réflexion* ». **M. Macron** : « *L'objectif du grand débat est de donner un cadre aux colères et contestations. Lorsque les colères se coagulent et deviennent un prétexte à des violences, on ne construit rien en démocratie, on fragilise, on s'affaiblit* ». Selon lui, au lieu du recours au référendum (« *qui déchire* »), il vaut mieux mettre en place « *une forme plus délibérative de la démocratie* », expliquant que la délibération était plus féconde (que le référendum). Par contre, il n'est pas question de « *détricoter ce qui a été fait en 18 mois* », soit depuis le début du quinquennat. Ainsi de la suppression de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) qui ne doit pas être remise en cause. **M. Macron** : « *Il faut sortir [de la crise] par une redéfinition du projet français et du projet européen* ».

[https://www.latribune.fr/economie/france/gilets-jaunes-macron-dit-qu-il-tirera-des-consequences-profondes-805347.html#xtor=EPR-2-\[actu-du-jour\]-20190128](https://www.latribune.fr/economie/france/gilets-jaunes-macron-dit-qu-il-tirera-des-consequences-profondes-805347.html#xtor=EPR-2-[actu-du-jour]-20190128)

(Source : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 28/01/2019, avec agences)

### ● La baisse du chômage reste modeste en 2018

Le 25/01/19, **Pôle Emploi** a publié les chiffres du chômage pour le quatrième trimestre 2018. Le nombre de demandeurs d'emploi est en légère baisse, à 3,676 millions de personnes inscrites en catégorie A (sans aucune activité) dans la France entière (métropole + outremer), soit 42 000 chômeurs en moins (- 1,1 %). C'est un plus-bas niveau depuis la mi-2014. Pour rappel, le chômage a connu une progression au second trimestre (+ 0,2 %) et au troisième (+ 0,4 %). Concernant les demandeurs d'emploi en activité réduite, catégories B et C, là aussi Pôle Emploi annonce une baisse (- 0,3 %). Si l'on additionne (catégories A, B, C), le nombre de demandeurs d'emploi est de 5,916 millions (- 0,8 %). Sur un an, tendance identique à la baisse en catégorie A (- 1,4 %). On notera que ces chiffres ne prennent pas encore en compte l'impact du mouvement des Gilets jaunes, crise qui a débuté mi-novembre. Ceux qui ont profité de cette baisse du quatrième trimestre : les moins de 25 ans (- 2,9 %). Les 50 ans et plus ont connu une baisse moindre (- 0,2 %). Ceux qui n'ont pas bénéficié de l'embellie du quatrième trimestre : les chômeurs de longue durée (c'est là qu'on trouve le plus de 50 ans et plus), dont le nombre avec ou sans activité réduite (2,648 millions) est à la hausse (+ 0,4 % sur le trimestre, + 5 % sur un an). Ce que compte faire le gouvernement pour répondre à ce phénomène : apporter un effort « *massif* » à l'apprentissage et à la formation professionnelle par l'intermédiaire du plan d'investissement dans les compétences (PIC, 15 milliards d'euros d'ici 2022). Pour rappel, l'objectif du gouvernement est de descendre le taux de chômage à 7 % à la fin du quinquennat (il était de 9,1 % au troisième trimestre 2018). Les entreprises, elles, rappellent régulièrement qu'elles rencontrent des difficultés pour embaucher. Deux raisons à cela : 01)- A cause de conditions de travail difficiles, comme dans le bâtiment par exemple ; 02)- ou parce qu'il y a un manque de gens qualifiés dans leur secteur (dans l'informatique par exemple).

[https://www.challenges.fr/economie/social/baisse-modeste-du-chomage-en-2018\\_638758#xtor=EPR-3-\[ChaDerMin\]-20190125](https://www.challenges.fr/economie/social/baisse-modeste-du-chomage-en-2018_638758#xtor=EPR-3-[ChaDerMin]-20190125)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 25/01/2019, avec AFP)

[Retour au sommaire](#)

### ● Les embauches ont marqué le pas au quatrième trimestre 2018

Le 23/01/19, **l'Acoss** (agence centrale des organismes de sécurité sociale) a indiqué que les embauches avaient ralenti au **quatrième trimestre 2018**. En effet, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois a connu une baisse (- 1,5 %), baisse due au recul des déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois (- 2,4 %) ainsi qu'en CDI (- 0,5 %). Les TPE ont été particulièrement touchées (- 1,9 %), avec des recrutements en CDI qui ont baissé de près de 3 %. Baisse également dans les entreprises de 20 salariés ou plus (- 1,2 %, sachant que les embauches en CDI ont été en hausse alors que les CDD

de plus d'un mois ont baissé). Enfin, aucun des secteurs étudiés n'a été épargné : industrie (- 2,3 %), le tertiaire (- 1,5 %), la construction (- 0,1 %). **Sur un an** cependant, la tendance reste positive, fait remarquer l'Acoss : + 1,1 % en moyenne, grâce aux recrutements en CDI (+ 3,1 %), qui ont compensé la baisse des CDD de plus d'un mois (- 0,8 %). Les TPE et les grandes entreprises restent sur une trajectoire de croissance. Les régions où les recrutements ont baissé : la Corse (- 2,7 %), l'Île-de-France (- 1,2 %), la Bourgogne-Franche-Comté (- 1,2 %). Les régions qui « *restent dans le vert* » : la Normandie (3,7 %), l'Occitanie (3 %).

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/01/23/20002-20190123ARTFIG00151-les-embauches-ont-marque-le-pas-au-quatrieme-trimestre-2018.php>

(Source : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) du 23/01/2019, Wladimir Garcin-Berson)

#### ● «Gilets jaunes», croissance faible : les défaillances d'entreprises vont grimper

L'assureur-crédit **Coface** a publié son bilan annuel concernant les défaillances d'entreprises à prévoir pour 2019. Ces dernières ont été estimées à 53 192 (+ 1 % par rapport à 2018). D'ailleurs, elles sont reparties à la hausse dès le mois de mai 2018. La raison : le ralentissement économique. Tous les secteurs d'activité sont concernés, plus particulièrement la construction (- 5,3 % de permis de construire). De son côté, la consommation des ménages a connu une progression moindre (0,8 % en 2018, contre + 1,1 % en 2017). Les secteurs plus précisément touchés : les services aux particuliers, la distribution, l'automobile. Avec 52 665 défaillances sur l'ensemble de l'année, Coface considère que 2018 a été une bonne année. Les défaillances ont baissé (2,9 % de moins qu'en 2017). L'impact des Gilets jaunes a été « *peu perceptible* ». Par exemple, les défaillances de décembre 2018 ont été inférieures à celles de décembre 2017 (- 3,6 %). Ceci n'est pas vrai pour tous les secteurs cependant. Ont été impactés le commerce de détail, l'habillement et la restauration. Les tensions de trésorerie devraient se manifester au mois de février.

<http://www.lefigaro.fr/societes/2019/01/23/20005-20190123ARTFIG00007-gilets-jaunes-croissance-faible-les-defaillances-d-entreprises-vont-grimper.php>

(Source : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) du 23/01/2019, Corinne Caillaud)

#### ● "Gilets jaunes" : près de 4.600 entreprises impactées demandent l'aide de l'Etat

Dans un communiqué du 28/01/19, Bercy annonce que 4 577 entreprises ont demandé de l'aide au gouvernement, suite au mouvement des Gilets jaunes. Une étude est en cours. Elle associe les secrétaires d'Etat rattachés au ministère de l'Economie, **Agnès Pannier-Runacher** et **Olivier Dussopt**. Déjà, ils ont indiqué qu'au 24/01/19, 4 577 entreprises avaient demandé le bénéfice du dispositif d'activité partielle. Sont concernés 66 000 salariés. Coût du soutien : 36 millions d'euros. **Les aides pour les entreprises : 01)-** Obtenir des mesures d'étalement des échéances sociales et fiscales ; **02)-** Obtenir le remboursement de leurs crédits d'impôts « *dans les meilleurs délais possibles* ». Des solutions au cas par cas pourront être apportées par le CCSF (comités des chefs des services financiers).

[https://www.latribune.fr/economie/france/gilets-jaunes-pres-de-4-600-entreprises-impactees-demandent-l-aide-de-l-etat-805303.html#xtor=EPR-2-\[l-actu-du-jour\]-20190128](https://www.latribune.fr/economie/france/gilets-jaunes-pres-de-4-600-entreprises-impactees-demandent-l-aide-de-l-etat-805303.html#xtor=EPR-2-[l-actu-du-jour]-20190128)

(Source : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 28/01/2019)

[Retour au sommaire](#)

#### ● La prime Macron fait un tabac dans les PME

D'après l'Observatoire des PME-ETI, réalisé par Opinionway pour Challenges et la Banque Palatine, 56 % des patrons de PME-ETI (contre 42 % en 2017) ont donné, ou vont donner, une prime à leurs salariés au titre de l'exercice 2018, suivant en cela les préconisations du président Macron. Opinionway considère que « *cette hausse inédite de 14 points est un "probable effet de la défiscalisation annoncée par l'exécutif"* ». La « prime Macron » a été officialisée par publication au Journal officiel le 26/12/18. Il y est précisé que, jusqu'à un plafond de 1 000 euros, l'entreprise sera exonérée de charges sociales et de prélèvements sociaux. Idem pour les impôts sur le revenu. Les grandes entreprises n'ont pas été en reste, ce qui pourrait avoir « *un impact économique important* ». En ce qui concerne **le moral des patrons français**, il est plutôt en berne. L'indice de confiance qu'ils

manifestent envers l'économie hexagonale est en baisse (- 7 points en janvier 2019), chutant à « *tout juste 50 %* ». Il n'est pas loin de rejoindre celui, aussi en berne, des ménages. Les patrons interrogés envisagent toutefois, pour 2019, une croissance moyenne de leur activité (+ 2,3 %). D'autre part, ils sont 77 % (pour les PME-ETI) à déclarer avoir confiance en leur propre entreprise ; et 72 % ont répondu avoir, pour 2018, tenu ou dépassé leurs objectifs. L'investissement : l'indicateur de l'Observatoire des PME-ETI a retrouvé son niveau d'octobre 2018 (3,5 %). Enfin, concernant l'emploi, 26 % entendent recruter tandis que ceux qui pensent réduire leurs effectifs ne sont que 6 %. C'est un plus haut depuis juin 2018.

→ **Nb** : L'enquête a été réalisée du 3 au 14 janvier 2019 auprès d'un panel de 302 dirigeants d'entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 15 et 500 millions d'euros.

[https://www.challenges.fr/france/les-pme-et-eti-votent-pour-la-prime-macron\\_638301#xtor=EPR-1-\[ChaActu10h\]-20190124](https://www.challenges.fr/france/les-pme-et-eti-votent-pour-la-prime-macron_638301#xtor=EPR-1-[ChaActu10h]-20190124)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 24/01/2019, Pierre-Henri de Menthon)

### ● La croissance française est tombée à 1,5 % pour l'année 2018

Le 30/01/19, l'**Insee** a estimé que la croissance française avait baissé (- 1,5 % en 2018, contre 2,3 % en 2017). **Les chiffres en détail : 01)-** La consommation des ménages. On note un gros ralentissement (0 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018, contre 0,4 % au 3<sup>ème</sup>). **02)-** L'investissement. Il est resté « *atone* ». Les variations de stock ont « *pesé négativement de 0,1 point sur la croissance du produit intérieur brut* ». **03)-** C'est le commerce extérieur qui, au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018, a soutenu l'économie du pays, épaulé par une augmentation de la production des biens et services (+ 0,4 %). Sur l'ensemble de l'année 2018, **les exportations** ont progressé de 3,1 % (contre 4,7 % en 2017) ; **les importations** ont été à la hausse (+ 1,1 %, contre 4,1 % en 2017). **Bruno Le Maire**, ministre de l'économie : « *Malgré la dégradation de l'environnement international et le mouvement des gilets jaunes (...) notre politique donne des résultats* ». **Les prévisions de croissance pour 2019 : 01)-** Le FMI (fonds monétaire international) a baissé ses prévisions et attend 1,5 %. **02)-** Le **gouvernement** attend, lui, 1,7 %. **M. Le Maire** : « *L'activité en France reste solide, plus solide que celle de beaucoup de ses partenaires* ».

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/30/la-croissance-francaise-ralentit-a-1-5-en-2018\\_5416507\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/30/la-croissance-francaise-ralentit-a-1-5-en-2018_5416507_3234.html)

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 30/01/2019)

### ● Retraite: pas de décote en partant à 62 ans selon Delevoye

Le 23/01/19, **Jean-Paul Delevoye**, haut-commissaire du gouvernement chargé de piloter la réforme des retraites, a déclaré que la réforme des retraites, actuellement négociée par les partenaires sociaux, ne déboucherait « *en aucun cas* » sur une décote des pensions des salariés partant à 62 ans, comme cela était jusqu'à présent prévu. Par contre, pour inciter les gens à partir plus tard, les salariés qui retarderont leur départ bénéficieront d'une surcote. La réforme devrait être présentée au Parlement à la mi-2019.

[https://www.challenges.fr/patrimoine/retraite/retraite-pas-de-decote-en-partant-a-62-ans-selon-delevoye\\_638220#xtor=EPR-1-\[ChaActu10h\]-20190123](https://www.challenges.fr/patrimoine/retraite/retraite-pas-de-decote-en-partant-a-62-ans-selon-delevoye_638220#xtor=EPR-1-[ChaActu10h]-20190123)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 23/01/2019, avec Reuters)

[Retour au sommaire](#)

### ● Radars vandalisés : une note qui pourrait dépasser 500 millions d'euros

Le 23/01/19, **Christophe Castaner**, ministre de l'Intérieur, a indiqué que, depuis le début de la crise des Gilets jaunes, 60 % des 3 275 radars disséminés dans toute la France ont été détruits. Les réparations devraient coûter 82,3 millions d'euros. Les dégradations devraient aussi engendrer un manque à gagner fiscal de 430,5 millions d'euros, selon une estimation du **Parisien**. **Les Echos** précisent qu'il s'agit d'un « *ordre d'idées* ». Tout simplement parce que personne ne peut dire si les dégradations ne vont pas reprendre ce qui, évidemment, viendrait gonfler les chiffres avancés.

[https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0600567505971-radars-vandalises-une-note-qui-pourrait-depasser-500-millions-deuros-2238687.php#xtor=EPR-7-%5Bmatinale%5D-20190123-%5BProv\\_popup\\_unknown\\_art3%5D-1990916](https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0600567505971-radars-vandalises-une-note-qui-pourrait-depasser-500-millions-deuros-2238687.php#xtor=EPR-7-%5Bmatinale%5D-20190123-%5BProv_popup_unknown_art3%5D-1990916)

(Source : [www.leschos.fr](http://www.leschos.fr) du 23/01/2019, Claude Fouquet)

### ● **Bonus-malus: le Medef suspend sa participation à la négociation sur l'assurance chômage**

Le 28/01/19, le **Medef** et la **CPME** ont annoncé qu'elles suspendaient leur participation aux négociations de l'assurance-chômage. La raison : le bonus-malus sur les contrats courts, le président **Macron** ayant indiqué qu'il entendait mettre en place ce dispositif – réclamé par les organisations syndicales des salariés. **La CPME** : « *Tous les efforts menés par les négociateurs pour "déprécariser" les contrats courts ont ainsi été balayés d'un revers de main* », en se référant à la déclaration d'Emmanuel Macron. Avant d'ajouter son opposition à toute « *nouvelle forme de taxation des entreprises qui créent des emplois* ». **Le Medef** : « *Dans ces conditions, [nous ne sommes pas] en situation de poursuivre la négociation sans une clarification préalable du gouvernement sur la suite qui serait donnée à un accord entre partenaires sociaux* ». Pour rappel, le bonus-malus permettrait de « *moduler les cotisations chômage de l'employeur en fonction du taux de rupture de contrats de travail* ». Ainsi, la cotisation patronale à l'assurance chômage (de 4,05 % actuellement) varierait en fonction du taux de rupture de contrats donnant lieu à inscription à Pôle emploi. **Geoffroy Roux de Bézieux**, président du Medef, avait déjà déclaré en novembre 2018 que son organisation était contre un tel système qui, selon lui, aurait pour conséquence de « *détruire des CDD et des emplois intérim sans pour autant créer de CDI* ». **Les réactions des autres partenaires sociaux : 01)-** Laurent Berger, **CFDT** : « *Le patronat portera(it) la responsabilité de l'échec [de la négociation sur la réforme de l'assurance chômage s'il persistait à refuser tout mécanisme de "bonus-malus"]* ». Pour lui, l'accord doit comporter des « *mesures très fortes pour responsabiliser ces employeurs qui surabusent de ces contrats courts* ». S'il n'y en avait pas, il y aura « *un bonus-malus à la fin* ». **02)-** Philippe Martinez, **CGT** : « *Du bonus, ils (les employeurs) en ont beaucoup, donc si on pouvait se contenter du malus ça irait mieux* ». Avant de critiquer le cadre contraint d'une négociation imposée par le gouvernement, il a aussi critiqué le fait que le gouvernement réclame « *4 milliards d'économies sur le dos des chômeurs. [...] Une nouvelle fois, on culpabilise les plus faibles* ». **03)-** Michel Beaugas, négociateur pour **Force ouvrière**, considère qu'un retrait patronal de la négociation équivaldrait à prendre « *des millions de demandeurs d'emplois en otages* ». **04)-** Jean-François Foucard, **CFE-CGC** : « *Suspendre, ce n'est pas arrêter. [...] La responsabilisation des entreprises ne peut passer que par des cotisations* ».

[https://www.challenges.fr/economie/social/bonus-malus-le-medef-suspend-sa-participation-a-la-negociat\\_639288#xtor=EPR-2-\[ChaActu18h\]-20190128](https://www.challenges.fr/economie/social/bonus-malus-le-medef-suspend-sa-participation-a-la-negociat_639288#xtor=EPR-2-[ChaActu18h]-20190128)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 28/01/2019, avec AFP)

### ● **Les chauffeurs Uber en France gagnent 1617 euros net par mois... pour 45 heures par semaine**

Le 27/01/19, **Uber** a communiqué un certain nombre de chiffres sur ce que gagnent les (environ) 28 000 chauffeurs français travaillant avec elle. Le chiffre médian horaire est de 24,81 euros ; mais le chauffeur ne touchera que 9,15 euros sur ces 24,81 euros, le reste étant déduit (frais de service, TVA, cotisations sociales, et enfin 25 % qui vont à Uber). Cela équivaut à un salaire net mensuel de 1 617 euros pour 45,3 heures de travail par semaine. Selon Uber, c'est le temps de travail des non-salariés. Uber explique également que le revenu médian des non-salariés dans le transport est de 1 430 euros mensuel, de 1 110 euros pour le « *transport public particulier* » (source Insee). Pour rappel, la Cour d'appel de Paris a estimé, le 10/01/19, qu'un plaignant qui l'avait saisie « *était lié à Uber par un contrat de travail* ». Une décision qui fait actuellement l'objet d'un pourvoi en cassation. Si la Cour de cassation entérinait la décision de la Cour d'appel, cela pourrait entraîner des requalifications en masse.

[https://www.latribune.fr/technos-medias/les-chauffeurs-uber-en-france-gagnent-1617-euros-net-par-mois-pour-45-heures-par-semaine-805311.html#xtor=EPR-2-\[l-actu-du-jour\]-20190128](https://www.latribune.fr/technos-medias/les-chauffeurs-uber-en-france-gagnent-1617-euros-net-par-mois-pour-45-heures-par-semaine-805311.html#xtor=EPR-2-[l-actu-du-jour]-20190128)

(Source : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 28/01/2019)

[Retour au sommaire](#)

### ● Les investissements chinois en forte hausse en France

Une étude du cabinet **Baker McKenzie** montre que, s'ils sont en baisse en Europe, les investissements chinois ont connu une très forte hausse en 2018 en France (+ 86 %). La raison : la France a bénéficié de la « *diversification accrue des investissements chinois vers de nouveaux marchés* ». La France s'est donc installée, en 2018, au numéro sept des dix pays privilégiés par la Chine. Elle a engrangé 1,83 milliard de dollars d'investissements entrants. Les principaux investissements chinois dans l'Hexagone en 2018 : St Hubert (entreprise d'agroalimentaire, 700 millions de dollars), ou encore Axilone (concepteur de pièces en métal et en plastique pour emballage, 580 millions de dollars). Les projections pour 2019 semblent indiquer que la tendance va se poursuivre. Ainsi, Linxens (micro-connecteurs de cartes à puces) devrait être racheté par Tsinghua pour 2,2 milliards de dollars.

[https://www.challenges.fr/economie/les-investissements-chinois-en-forte-hausse-en-france\\_638855#xtor=EPR-2-\[ChaActu18h\]-20190125](https://www.challenges.fr/economie/les-investissements-chinois-en-forte-hausse-en-france_638855#xtor=EPR-2-[ChaActu18h]-20190125)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 25/01/2019, Antoine Izambard)

### COTISATIONS SECURITE SOCIALE

#### ● La France (encore) numéro un des dépenses sociales selon l'OCDE

Le 23/01/19, l'**OCDE** (organisation de coopération et de développement économiques) a indiqué que la France restait le pays qui avait le plus de dépenses sociales (31,2 % du PIB en 2018). Ces dépenses regroupent les retraites, les prestations de santé, les allocations chômage entre autres. Viennent derrière l'Hexagone la Belgique (28,9 % du PIB), puis la Finlande (28,7 %). Le record français avait été établi en 2015 et 2016 ; il a donc baissé mais est très au-dessus des 36 membres de l'OCDE (20,1 % en moyenne en 2018).

[https://www.latribune.fr/economie/france/la-france-encore-numero-un-des-depenses-sociales-selon-l-ocde-804911.html#xtor=EPR-2-\[l-actu-du-jour\]-20190124](https://www.latribune.fr/economie/france/la-france-encore-numero-un-des-depenses-sociales-selon-l-ocde-804911.html#xtor=EPR-2-[l-actu-du-jour]-20190124)

(Source : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 21/01/2019, avec AFP et Reuters)

### FISCALITE

#### ● Le patronat partage "intégralement" le ras-le bol fiscal des gilets jaunes

Le 22/01/19, **Patrick Martin**, président délégué du Medef, a déclaré sur RFI que le Medef partageait « *intégralement* » le ras-le-bol fiscal des Gilets jaunes : « *Non seulement il [le patronat, Ndlr] les entend, il les comprend, mais il est d'une certaine manière à l'origine du mouvement, il s'y est associé, pourquoi? Parce que ce sentiment de ras-le-bol fiscal, nous le partageons intégralement* ». Avant d'ajouter qu'au sein de l'OCDE, les entreprises françaises sont celles qui « *supportent le plus d'impôts et de charges pour des résultats dans la sphère publique qui ne paraissent pas toujours optimum* ». Et de conclure que « *le mouvement a été en partie récupéré, politisé, son objet a été détourné* ».

[https://www.challenges.fr/economie/le-patronat-partage-le-ras-le-bol-fiscal-des-gilets-jaunes\\_638005#xtor=EPR-1-\[ChaActu10h\]-20190122](https://www.challenges.fr/economie/le-patronat-partage-le-ras-le-bol-fiscal-des-gilets-jaunes_638005#xtor=EPR-1-[ChaActu10h]-20190122)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 22/01/2019, avec AFP)

#### ● Impôts : Bruno Le Maire "ouvert" à une réduction de la TVA

Le 27/01/19, **Bruno Le Maire**, ministre de l'Economie, a expliqué sur France Inter que ce n'était pas le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui résoudrait les problèmes des Français. A la place il a annoncé être ouvert à une réduction de la TVA qui, selon lui, connaît « *un manque de cohérence* » dans ses taux. Une proposition pourrait être une TVA à 0 % sur certains produits de première nécessité. **M. Le Maire** : « *Je suis tout à fait prêt à ce que nous allions beaucoup plus loin dans la baisse des impôts, mais dans ce cas-là, il faut aller beaucoup plus loin dans la baisse de la dépense publique* ».

[https://www.latribune.fr/economie/france/impots-bruno-le-maire-ouvert-a-une-reduction-de-la-tva-805310.html#xtor=EPR-2-\[l-actu-du-jour\]-20190128](https://www.latribune.fr/economie/france/impots-bruno-le-maire-ouvert-a-une-reduction-de-la-tva-805310.html#xtor=EPR-2-[l-actu-du-jour]-20190128)

(Source : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 28/01/2019)

[Retour au sommaire](#)

## LA VIE DES ENTREPRISES

### ● General Electric envisage de supprimer 470 postes en France

Le 22/01/19, des sources syndicales de l'entreprise ont signalé que General Electric (GE) envisageait de supprimer 470 emplois en France. **Le détail** : 149 postes chez Power Conversion France, 90 postes chez Grid, 229 postes chez Alstom Power System (dont 146 à Belfort). Ne serait pas touché le siège social hexagonal de Boulogne-Billancourt. La direction a expliqué que des négociations étaient effectivement ouvertes avec les organisations syndicales, car GE procédait « *actuellement à une revue de ses activités pour s'assurer qu'elles sont les mieux à même de répondre aux réalités du marché et permettre leur succès à long terme. [...] Dans cet esprit, GE a entamé des discussions avec les représentants du personnel d'APS (Alstom Power Systems) sur la faisabilité d'un plan de départs volontaires dans le cadre d'une rupture conventionnelle collective* ».

[https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/general-electric-entend-supprimer-470-postes-en-france\\_2058753.html](https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/general-electric-entend-supprimer-470-postes-en-france_2058753.html)

(Source : <https://lexpansion.lexpress.fr> du 23/01/2019, avec AFP)

### ● Carlos Ghosn a démissionné de la présidence de Renault. Renault: un tandem Senard-Bolloré pour succéder à Ghosn

Le 24/01/19, Carlos Ghosn a démissionné de son poste de PDG de Renault. Thierry Bolloré et Jean-Dominique Senard le remplacent. M. Bolloré comme PDG, M. Senard comme président du conseil d'administration.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/24/carlos-ghosn-a-demissionne-de-la-presidence-de-renault\\_5413694\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/24/carlos-ghosn-a-demissionne-de-la-presidence-de-renault_5413694_3234.html)

[https://www.challenges.fr/entreprise/industrie-automobile/renault-carlos-ghosn-a-demissionne-la-succesion-debut\\_638445#xtor=EPR-3-\[ChaDerMin\]-20190124](https://www.challenges.fr/entreprise/industrie-automobile/renault-carlos-ghosn-a-demissionne-la-succesion-debut_638445#xtor=EPR-3-[ChaDerMin]-20190124)

(Sources : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 24/01/2019, avec AFP et Reuters, [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 24/01/2019, avec Reuters)

### ● SocGen prépare des suppressions de postes dans la banque d'investissement

Le 29/01/19, l'agence Bloomberg a annoncé qu'afin de réduire ses coûts, suite à la baisse de ses revenus de trading au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018, Société générale (SG) comptait supprimer des postes dans sa branche de banque d'investissement. Le but : réduire ses coûts d'au moins 100 millions d'euros par an (plus si possible). **La Tribune** précise que Reuters n'a pas vérifié cette information et « *ne garantit pas [son] exactitude* ».

[https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KCN1PN2VI/socgen-prepare-des-suppressions-de-postes-dans-la-banque-d-investissement.html#xtor=EPR-2-\[actu-du-jour\]-20190130](https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KCN1PN2VI/socgen-prepare-des-suppressions-de-postes-dans-la-banque-d-investissement.html#xtor=EPR-2-[actu-du-jour]-20190130)

(Source : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 30/01/2019, Reuters, Bureau de Paris, Véronique Tison pour le service français)

[Retour au sommaire](#)

## LA VIE DES DEPARTEMENTS

### ● Tourisme : 2018, année de record absolu à Paris

D'après **Thomas Deschamps**, directeur de l'observatoire de l'office du tourisme de Paris, 2018 a été une très bonne année pour le tourisme. Il a indiqué qu'il estimait le nombre total de touristes dans le Grand Paris à 40 millions. Les hôtels parisiens et de la petite couronne auraient, à eux seuls, accueilli 24 millions de gens. A cela, il faut ajouter les auberges de jeunesse, Airbnb, les séjours en famille. Le mouvement des Gilets jaunes semble ne pas avoir eu un impact très important, même si on note une baisse de 3 à 4 points en décembre, mais pour un chiffre d'affaires qui reste positif (+ 1 %). **M. Deschamps** : « *Pour les touristes, le mouvement des Gilets Jaunes est perçu comme une résurgence un peu romantique du caractère révolutionnaire des Français. Ils s'emparent des problèmes partagés par beaucoup de peuples européens, en termes de représentativité, d'égalité, de pouvoir d'achat...* ». Les touristes à Paris sont surtout des étrangers (13 millions de personnes, + 11 %, contre - 2 % pour les Français). Les Américains sont venus plus nombreux (+ 16 %), de même que les européens (Allemands, Italiens, Espagnols, avec + 15 %).

[http://www.leparisien.fr/paris-75/tourisme-2018-annee-de-record-absolu-a-paris-23-01-2019-7994973.php#xtor=EREC-1481423604-\[NL75\]--\\${ id\\_connect\\_hash}@1](http://www.leparisien.fr/paris-75/tourisme-2018-annee-de-record-absolu-a-paris-23-01-2019-7994973.php#xtor=EREC-1481423604-[NL75]--${ id_connect_hash}@1)

(Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 23/01/2019, Eric Le Mitouard)

● **Val-d'Oise. Aéroport de Roissy : 500 postes à pourvoir dans le domaine de la sécurité**

Le Gip emploi Roissy a organisé le 23/01/19 un forum consacré aux métiers de la sûreté et de la sécurité. Objectif : un recrutement de 500 personnes dans ce domaine (en contrat pro, CDD, CDI). Les entreprises comptant embaucher : ICTS, Seris, Hubsafe, Samsic. .

[http://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/aeroport-de-roissy-500-postes-a-pourvoir-dans-le-domaine-de-la-securite-23-01-2019-7994994.php#xtor=EREC-295-\[NL95\]---\\${ id connect hash}@1](http://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/aeroport-de-roissy-500-postes-a-pourvoir-dans-le-domaine-de-la-securite-23-01-2019-7994994.php#xtor=EREC-295-[NL95]---${ id connect hash}@1)

(Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 23/01/2019, Thibault Chaffotte)

● **Seine-et-Marne. Jouy-sur-Morin : cent salariés licenciés d'Arjowiggins ont marché tracts à la main**

L'entreprise Arjowiggins, spécialisée dans la fabrication de papier sécurisé pour billets de banque, doit fermer à la fin janvier et va licencier 220 salariés. Le tribunal de commerce de Nanterre a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise.

[http://www.leparisien.fr/seine-et-marne-77/jouy-sur-morin-cent-salaries-licencies-d-arjowiggins-ont-marche-tracts-a-la-main-23-01-2019-7995276.php#xtor=EREC-1481423602-\[NL77\]---\\${ id connect hash}@1](http://www.leparisien.fr/seine-et-marne-77/jouy-sur-morin-cent-salaries-licencies-d-arjowiggins-ont-marche-tracts-a-la-main-23-01-2019-7995276.php#xtor=EREC-1481423602-[NL77]---${ id connect hash}@1)

(Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 23/01/2019, Guénaèle Calant)

**LA VIE DES REGIONS**

● **Le Parquet national financier ouvre une enquête sur le Grand Paris Express**

Le 23/01/19, suite à une alerte de la Cour des comptes, le Parquet national financier a ouvert une enquête préliminaire au sujet du chantier du Grand Paris Express. Motif : dérapages financiers, suspicions de favoritisme.

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/01/23/le-parquet-national-financier-ouvre-une-enquete-sur-le-grand-paris-express\\_5413577\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/01/23/le-parquet-national-financier-ouvre-une-enquete-sur-le-grand-paris-express_5413577_3224.html)

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 23/01/2019, avec AFP)

[Retour au sommaire](#)

**Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-France.** En ligne tous les mardis  
Directeur de publication : Didier Malric  
Rédacteur en chef : Eric Tessier  
Contact : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

A l'inverse, si vous n'êtes pas abonné(e) et désirez l'être, merci d'envoyer un mail à la même adresse : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

Si vous êtes abonné(e) et changez d'adresse électronique, et si vous souhaitez rester abonné(e), merci d'envoyer votre nouvelle adresse électronique à la même adresse : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)